Document généré le 13 juil. 2025 22:53

L'Actualité économique

The Market-Planned Economy of Yugoslavia, par SVETOZAR PEJOVICH. Un volume, 6¼ po. x 9¼, relié, 160 pages. — UNIVERSITY OF MINNESOTA PRESS, 1966. ($5.75)

R. Jouandet-Bernardat

Volume 44, numéro 1, avril–juin 1968

URI : https://id.erudit.org/iderudit/1003008ar
DOI : https://doi.org/10.7202/1003008ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)
1710-3991 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce compte rendu

Jouandet-Bernardat, R. (1968). Compte rendu de [*The Market-Planned Economy of Yugoslavia*, par SVETOZAR PEJOVICH. Un volume, 6¼ po. x 9¼, relié, 160 pages. — UNIVERSITY OF MINNESOTA PRESS, 1966. ($5.75)]. *L'Actualité économique*, *44*(1), 164–166. https://doi.org/10.7202/1003008ar

Tous droits réservés © HEC Montréal, 1968

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

est au voisinage de Murcie. Le climat a des conséquences directes sur la circulation des eaux et sur la biogéographie, qui, selon Pierre Birot, donna sa personnalité géographique au monde méditerranéen.

Le lecteur désireux de mettre sa documentation à jour lira avec profit la cinquantaine de pages consacrées aux activités primaires, secondaires et tertiaires. Les premières occupent près de 40 p.c. de la population active (12 seulement au Québec), dont 30 p.c. aux tâches agricoles en Espagne, et 37 p.c. au Portugal. Aussi n'est-il pas surprenant que l'auteur étudie assez longuement les principales cultures, les céréales, la vigne, les arbres fruitiers, les plantes fourragères et industrielles, ainsi que les systèmes de culture (sèches et irriguées) et la structure agraire.

Le secteur secondaire, c'est-à-dire l'industrie comprise dans son sens global, occupe le tiers de la population active en regard de 15 p.c. au début du XX^lème^ siècle. La tendance vers l'industrialisation est évidente. Pourtant ces pays manquent de ressources énergétiques. La production de l'électricité, critère essentiel du développement, a doublé durant les dix dernières années, mais elle est encore inférieure à 30 milliards de kwh par année, soit la moitié de celle de l'Italie et le quart de celle du Canada, pourtant l'Espagne et le Portugal ont deux fois plus d'habitants que notre pays. Dans les conditions actuelles, la production ne saurait dépasser une cinquantaine de millions de kwh, alors qu'une expansion industrielle souhaitable en réclamerait le double. Certaines industries fondamentales existent, les textiles, la métallurgie, la chimie, et d'autres se préparent sous l'impulsion de plans de développement que favorisent les deux États.

Il reste moins de 30 p.c. de la main-d'œuvre dans le secteur tertiaire, dont l'auteur étudie les deux principales activités, le commerce (transports compris) et le tourisme. Le manque d'une infrastructure moderne des transports est l'un des talons d'Achille de toute planification dans ces pays. Quant au tourisme, dont les attraits sont innombrables, il augmente à un rythme étourdissant durant l'après-guerre, malgré la médiocrité de l'équipement hôtelier et routier.

Le professeur Vila Valenti termine son livre en traitant de manière succincte, trop hélas ! des grandes régions, de leurs diversités et de leurs contrastes, et laisse le lecteur sur sa faim. Mais, en sa qualité de bon pédagogue, il nous dit où trouver la documentation nécessaire. Sa bibliographie commentée, un modèle du genre, nous montre combien de savants ont étudié ces pays attachants et quelle magnifique bibliothèque un amateur pourrait se constituer en collectionnant tous ces livres, cartes et atlas. L'abondance des kilowatts n'est pas le seul critère du développement.

B. Brouillette

The Market-Planned Economy of Yugoslavia, par SVETOZAR PEJOVICH. Un volume, 6¼ po. x 9¼, relié, 160 pages. — UNIVERSITY OF MINNESOTA PRESS, 1966. ($5.75).

Dans la préface S. Pejovich insiste avec justesse sur le fait que les travaux consacrés aux économies socialistes depuis la fin du second conflit mondial sont plutôt des descriptions institutionnelles que des analyses théoriques. Il estime souhaitable de se rattacher directement à la ligne de pensée de Lange (*On the Economic Theory of Socialism*, 1938). À ce point de vue, l'économie yougoslave est un bon terrain pour tester la validité des thèses de Lange relatives à une économie socialiste caractérisée par la coexistence d'une planification efficace et d'un marché libre. Il s'agit donc de faire la théorie d'une économie socialiste décentralisée et de montrer que ce type de gestion peut permettre de contrôler le niveau de l'activité et l'allocation des ressources d'une façon au moins aussi effective que le système centralisé traditionnel. Ce sont là des perspectives avec lesquelles nous ne pouvons qu'être d'accord, d'autant plus que la question suivante doit être posée : l'évolution actuelle des économies des pays de l'Europe de l'Est ne tend-elle pas à les rapprocher du type d'organisation yougoslave ?

La première partie de l'ouvrage est juridique et institutionnelle. Elle est un peu longue eu égard aux promesses qui nous ont été faites. Elle permet, toutefois, de constater que l'économie yougoslave a été marquée depuis 1945 par trois séries d'innovations importantes. La première série de décisions en 1946 a conduit à un système centralement planifié. En 1950-1951, après le Schisme, les mesures décidées ont tendu à accentuer le poids des critères économiques dans la prise des décisions et aussi parallèlement la liberté de manœuvre du secteur bancaire. À la fin de 1962, une troisième série de réformes a été entreprise, précisant les tendances déjà notées et aboutissant à accentuer l'autonomie des entreprises ainsi que l'intervention des mécanismes du marché.

La deuxième partie envisage les principes généraux de la planification yougoslave. Elle est sans doute la plus intéressante du livre en dépit de certaines faiblesses. Elle montre qu'il n'y a pas de différences fondamentales entre le système yougoslave et le système russe en ce qui concerne les choix fondamentaux relatifs au poids de la consommation et de l'investissement dans le produit national. Dans les deux cas, les services planificateurs déterminent les agrégats d'une façon indépendante de l'échelle sociale de préférence. Toutefois, la promotion du rôle du profit contribue à donner au système yougoslave une expression originale. Le profit correspond à deux fonctions : améliorer les modalités de la répartition des ressources entre les divers producteurs dans le cadre des directives du Plan ; inciter les entreprises et les employés à introduire des innovations productives. Le système peut fonctionner grâce à la grande autonomie des institutions bancaires dans l'allocation des capitaux. L'auteur montre d'une façon judicieuse que l'expérience yougoslave ne correspond absolument pas à une synthèse des deux systèmes économiques prédominant dans le monde actuel. En dépit de ses originalités, la Yougoslavie demeure une économie socialiste centralement planifiée. Ces développements sont en général intéressants mais il ne nous semble pas que les détours théoriques effectués soient toujours véritablement productifs. Par ailleurs, nous ne

saisissons pas très bien l'intérêt de la comparaison en fin de chapitre de l'expérience yougoslave et de l'expérience indienne.

Les dernières parties de l'ouvrage sont assez décevantes. S'efforçant d'estimer les performances de l'économie yougoslave, l'auteur nous décrit dans un chapitre sans relief l'évolution du produit social, les tendances inflationnistes, les taux d'investissements en citant Jean XXIII et le *New York Times*. Ceci est à la portée de tout le monde. Ce que nous nous attendions de trouver ici est une réponse à la question suivante : le système de gestion industrielle yougoslave est-il oui ou non un système efficace par rapport aux systèmes occidentaux et soviétiques ? Pour ce faire, une recherche statistique précise des origines de la croissance yougoslave, une analyse comparative de l'évolution yougoslave avec l'évolution économique d'autres pays suffisamment comparables auraient pu être utiles. Une étude de la productivité et de son évolution aurait également été intéressante. Pour terminer et d'une façon surprenante, est envisagée la façon dont les schémas explicatifs de Joseph Schumpeter s'appliquent à la réalité étudiée. La thèse est soutenue selon laquelle les trois éléments principaux que l'auteur aperçoit dans les travaux de Schumpeter (liberté d'innover ; existence d'un pouvoir économique susceptible d'innover ; existence d'un système social incitant à l'innovation) expliquent le fonctionnement et l'évolution du système yougoslave. Peut-être est-ce là le cœur du problème ?

Il faut admettre que l'auteur apporte sur l'économie yougoslave une masse d'informations très précieuses présentées avec clarté et objectivité. Nous avons, toutefois, été déçu par le fait que le livre qui nous est présenté n'est pas celui qui avait été annoncé dans la préface. Ce livre-là reste à écrire.

R. Jouandet-Bernardat

The Investment Policies of Foundations, par RALPH L. NELSON. Un vol., 6¼ po. x 9¼, relié, 203 pages. — RUSSELL SAGE FOUNDATION, New York, 1967. ($7.00).

Voici un ouvrage fort bien documenté et structuré sur les politiques d'investissement des fondations américaines. Leur importance justifie amplement l'intérêt qu'elles suscitent. En effet, leur actif total, en 1962, s'élevait à 16 milliards de dollars environ avec des déboursés à caractère philanthropique de l'ordre d'un milliard de dollars par année. À elle seule, la fondation Ford possédait pour 3.3 milliards de dollars d'actifs en 1962, avec des déboursés de 161 millions de dollars au cours de la même année. Il existe, en réalité, une très forte concentration des actifs au niveau d'un nombre relativement petit de fondations. Ainsi, cette étude porte sur 133 fondations qui comptent pour 75 pour cent des actifs détenus par les fondations privées, c'est-à-dire celles qui originent d'individus ou de familles. L'auteur étudie plus en détail les 50 plus importantes fondations, ayant des actifs d'une valeur supérieure à